

CHI-FOU-MI PRODUCTIONS
12, RUE BARBETTE
75003 PARIS

Paris, le 29/01/2019

CERTIFICAT D'INSCRIPTION OU DE PUBLICATION

Le Centre national du cinéma et de l'image animée certifie qu'un acte comportant 2 page(s) a été déposé au registre public du cinéma et de l'audiovisuel ou au registre des options le 29/01/2019 et a donné lieu aux inscriptions et / ou aux publications suivantes :

1°) Numéro 2019.742 I sur l'œuvre n°149473

Pour la Présidente du CNC et par délégation



Caroline Jeanneau
Chef du service des Registres
du cinéma et de l'audiovisuel

Acte n° 2019.926 portant sur l'œuvre : ZONE A DEFENDRE

DELEGATION DE RECETTES

En date du 17/12/2018

Bénéficiaire : PROCIREP Cédant : CHI FOU MI PRODUCTIONS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **PROCIREP**, société des producteurs de Cinéma et de Télévision,
Dont le siège social est sis 11 bis rue Jean Goujon 75008 PARIS, représentée par son
Délégué Général, Idzard VAN DER PUYL, et ci-après dénommée la «PROCIREP»

D'UNE PART,

ET

La société **CHI FOU MI PRODUCTIONS**

Dont le siège social est sis 12 rue Barbette 75003 PARIS, représentée par Hugo SELIGNAC,
et ci-après dénommée le «BENEFICIAIRE»,

D'AUTRE PART,

Dans le cadre du financement d'actions d'Aide à la Création prévu par les dispositions de l'article L.324-17 du CPI et dans le cadre des actions de la Commission Cinéma mises en place par la PROCIREP.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION ET NATURE DE L'AIDE

La Commission Cinéma du 14/12/2018, en accord avec la Commission Exécutive du 17/12/2018, a décidé d'accorder au BENEFICIAIRE une aide à l'écriture de 24500 € pour le développement du projet de long métrage, dont il assure la productions déléguée, intitulé : « Zone à défendre ».

Cette aide est une subvention sans contrepartie, non assujettie à la TVA.

Elle est remboursable à hauteur de 12250 €, soit 50% du montant versé, dans les conditions prévues à l'article 8 ci-après.

ARTICLE 2. CONDITIONS ET MODALITES DE PAIEMENT

Le versement de l'aide est conditionné à la présentation de justificatifs de paiements des dépenses de développement du programme présenté. Par dépenses, on entend celles correspondant aux postes de dépenses figurant sur le budget de développement présenté par le BENEFICIAIRE à la Commission Cinéma, qui a décidé l'octroi de l'aide.

Le paiement de l'aide sera effectué en deux fois par virement sur le compte bancaire du BENEFICIAIRE, dont il communiquera le RIB à la PROCIREP :

- 12 250 € sur présentation des numéros de RCA et ISAN in Dev du projet et, le cas échéant, de justificatifs de paiement de frais liés au développement de son programme.
 - 12 250 € après inscription définitive au RCA de la présente convention.
- Si le BENEFICIAIRE était dans l'incapacité d'utiliser l'aide dans un délai de 2 ans à compter de sa date d'attribution, il en perdrait alors le bénéfice.

ARTICLE 3. CONDITIONS LINGUISTIQUE

Toute réalisation du projet aidé, à l'exception des documentaires de long métrage, ne respectant pas la condition linguistique EOF "œuvre originale d'expression majoritaire française", au sens de la réglementation en vigueur, implique le remboursement intégral de l'aide à la PROCIREP.

ARTICLE 4. CONDITIONS DE DELAI

Le BENEFICIAIRE ne pourra déposer à la Commission Cinéma de nouvelle demande d'aide à l'issue du délai de douze (12) mois s'il ne justifie pas de la réalisation d'au moins un long métrage EOF (agrément de production du CNC) et du remboursement de 50% de l'aide dans les conditions et délais décrits ci-après, ou du remboursement intégral de l'aide accordée par la PROCIREP pour non réalisation du projet.

ARTICLE 5. MENTIONS OBLIGATOIRES

Le BENEFICIAIRE s'engage à mentionner le soutien de la PROCIREP au générique et sur l'affiche du film aidé, dans des caractères d'importance au moins équivalente à celle des caractères faisant état des autres organismes qui auront éventuellement contribué à son financement. Il s'engage également à porter au générique le n° ISAN de l'œuvre avec son logo et code barre sous format EPS.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE s'engage vis à vis de la PROCIREP à :

- l'informer de l'avancement du projet (tournage, copie 0 et sortie salles),
- l'informer des séances de présentation à la presse du film aidé et à en faciliter l'accès aux personnes qui la représenteront,
- lui fournir 2 affiches (1 petit + 1 grand format) et 1 DVD du film aidé et, à défaut, du film sur la base duquel se fera le remboursement.

A défaut par le BENEFICIAIRE de s'exécuter ou dans le cas d'une situation abusive, la PROCIREP est en droit d'exiger la restitution des sommes allouées.

Le BENEFICIAIRE est également informé que le montant et la nature de l'aide qui lui a été accordée sera rendue publique, avec indication de son nom, dans le cadre des dispositions légales prévues par la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (cf. article 20, 2° - base de données électronique unique recensant, avec le nom de leurs bénéficiaires, le montant et l'utilisation des sommes affectées aux aides à la création. Cette base est régulièrement mise à jour et mise à disposition gratuitement, sur un service de communication au public en ligne, dans un format ouvert et librement réutilisable).

ARTICLE 7. CESSIONS

La cession par le BENEFICIAIRE du projet à une autre société implique le remboursement intégral de l'aide à la PROCIREP, à la date de la cession. Cette disposition ne vise pas les rétrocessions partielles faites dans le cadre d'accords de coproduction ou de partenariat.

ARTICLE 8. MODALITES DE REMBOURSEMENT

Le BENEFICIAIRE s'engage à rembourser à la PROCIREP 50% de l'aide, soit 12250 € :
Remboursé le 12/11/2020

- soit 90 jours après établissement de la copie standard du 1er film EOF, produit en délégué par le BENEFICIAIRE depuis la signature des présentes, que ce film ait figuré ou non dans le dossier de demande ;

- le prorata de la créance professionnelle qu'il obtiendra de CANAL+ au titre de l'achat du droit de diffusion télévisuelle du film produit à partir du projet aidé, au besoin par l'effet de la délégation ci-après convenue -étant précisé que le BENEFICIAIRE s'engage à notifier à la PROCIREP, dans les 48 heures de sa signature si elle n'est pas annexée aux présentes, la convention à intervenir avec CANAL+.

ARTICLE 9. GARANTIES-DELEGATION DE RECETTES

A la sûreté et garantie du remboursement de 50% de l'aide, et à concurrence de ce montant, le BENEFICIAIRE cède et délègue à la PROCIREP :

- le prorata de la créance professionnelle qu'il détient ou détiendra sur CANAL+, au titre de l'achat du droit de diffusion télévisuelle du film produit dans le cadre des présentes,
- les recettes à due concurrence du 1er film EOF, produit en délégué par le BENEFICIAIRE, depuis la signature des présentes, en ce compris celui produit dans le cadre des présentes.

Il certifie que les cessions et garanties susvisées ne seront primées d'aucune autre et s'oblige à communiquer à la PROCIREP le numéro d'immatriculation du film bénéficiaire de l'aide ainsi que du 1er film EOF produit en délégué par le BENEFICIAIRE. Il procédera immédiatement à l'inscription des présentes au RCA, ainsi qu'à celle d'un avenant identifiant en tant que de besoin le film objet de la sûreté, la PROCIREP se réservant le droit de signifier à CANAL+ une copie des présentes, même avant l'immatriculation du film au RCA.

ARTICLE 10. SANCTIONS ET CONTROLES

Dans l'hypothèse où le BENEFICIAIRE manquerait à l'une quelconque des obligations résultant pour lui des présentes et, en particulier à la notification à la PROCIREP des conventions intervenues ou à intervenir avec CANAL+, les présentes seraient résiliées sans autre condition qu'une mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de 48 heures, les sommes versées se trouvant alors immédiatement exigibles.

En cas de retard de remboursement dans les délais, le BENEFICIAIRE ne pourra présenter de nouvelle demande avant l'expiration d'un délai de carence d'un an qui commencera à courir à dater du paiement effectif du remboursement. Faute pour le BENEFICIAIRE de respecter l'intégralité des conditions et obligations souscrites par lui à l'égard de la PROCIREP et de rembourser l'intégralité des 50% de l'aide, aucune nouvelle demande d'aide à l'écriture ne pourra être recevable auprès de la Commission Cinéma.

La PROCIREP aura la faculté, si elle le juge opportun, d'effectuer au siège du BENEFICIAIRE, tout contrôle des comptes et documents concernant le projet de film faisant l'objet des présentes.

ARTICLE 11. DECLARATION

La signature et l'acceptation des présentes, dont le BENEFICIAIRE déclare approuver les termes, sont une des conditions déterminantes de l'attribution de l'aide.

ARTICLE 12. RESTITUTION - LITIGES

Dans le cas où les justificatifs de paiement déposés ne correspondraient pas à des dépenses réellement engagées ou à des postes de dépenses relatifs à l'objet des présentes, ils ne donneraient pas lieu à versement ou conduiraient la PROCIREP à exiger le remboursement de toute somme déjà versée.

Tous les litiges auxquels la présente convention pourrait donner lieu, notamment en ce qui concerne sa validité, son interprétation, son exécution ou sa réalisation, seront soumis à la compétence des Tribunaux de Paris.

Fait à PARIS, en 3 exemplaires originaux, le 17/12/2018, dont 1 pour le RCA

Idzard VAN DER PUYL
Délégué Général de la PROCIREP

Hugo SELIGNAC
CHI FOU MI PRODUCTIONS

Réf. : FILM « Zone à défendre » - titre provisoire ou définitif / Convention du 17/12/2018

AVENANT à la convention long métrage

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La PROCIREP, société des producteurs de Cinéma et de Télévision,
Dont le siège social est sis 11 bis rue Jean Goujon 75008 PARIS, représentée
par son Délégué Général, Idzard VAN DER PUYL, et ci-après dénommée la
«PROCIREP»

ET

La société CHI FOU MI PRODUCTIONS

Dont le siège social est sis 12 rue Barbette 75003 PARIS, représentée par
Hugo SELIGNAC, et ci-après dénommée le « BENEFICIAIRE »,
D'AUTRE PART,

D'UNE PART,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Conformément aux articles 8 et 9 de la Convention Long Métrage ci-dessus référencée, signée le 17/12/2018 par les parties, se rapportant à l'aide à l'écriture accordée par la Commission Cinéma de la PROCIREP au BENEFICIAIRE pour le projet de long métrage cinématographique, objet de la sûreté, intitulé provisoirement ou définitivement :

« Zone à défendre »

a été immatriculé au Registre du Cinéma et de l'Audiovisuel (RCA) sous le numéro :

149.473

et, conformément à l'article 2 de la Convention Long Métrage, le projet a également été immatriculé sous le numéro ISAN in Dev suivant :

ISAN 0000-0005-02D9-0000-W-0000-0000-F

Fait à PARIS, en 3 exemplaires originaux, le 17/12/2018, dont 1 pour le RCA


Idzard VAN DER PUYL
Délégué Général de la PROCIREP


Hugo SELIGNAC
CHI FOU MI PRODUCTIONS